



ONG partenaire officiel de l'UNESCO
(statut de consultation) et
en statut consultatif spécial auprès
de l'ONU-ECOSOC depuis 2012



Un plan d'action pour l'autonomisation des femmes

Conférence internationale organisée par l'Institut Destrée et
la Fondation Millennia2025 Femmes et Innovation, FUPu,
avec le patronage de l'UNESCO en son Siège à Paris,
lundi 3 et mardi 4 décembre 2012

[English p. 5]

Rapport général de la 2ème conférence internationale Millennia2015

Françoise Massit-Folléa, présidente du Comité scientifique de Millennia2015

Mon investissement dans Millennia2015 repose sur une expérience professionnelle et des convictions personnelles qui m'ont amenée à un double constat : d'une part il y a une forte contradiction apparente entre le sentiment d'URGENCE qui nous saisit devant la situation actuelle des femmes dans le monde et la préoccupation désormais bien ancrée du DEVELOPPEMENT DURABLE qui a remplacé la vieille notion de "progrès"; d'autre part l'extension du numérique à tous les secteurs de l'activité humaine, qui contribue à faire reculer la part des activités physiques pénibles, des équipements lourds et des échanges hiérarchiques, est une formidable chance à saisir pour l'accès des femmes à la connaissance, à la production et à la reconnaissance. Dans ce contexte, les valeurs dites "féminines" ne sont ni des valeurs-refuge ni des valeurs-alibi, ce sont des valeurs d'avenir. Les travaux de Millennia2015 démontrent que cet avenir est en marche, au plan des savoirs, des vouloirs et des pouvoirs, selon la belle expression de Mireille Delmas-Marty (professeur de Droit international comparé au Collège de France).

C'est pourquoi nous faisons le pari, une fois exposés et reconnus les problèmes, de nous concentrer sur les OPPORTUNITES qui émergent dans des communautés fondées sur l'information, la solidarité et la confiance, pour que de plus en plus de femmes - et d'hommes - puissent s'en saisir pour gagner en visibilité, en capacités de médiation et d'action concrète.

Mon intervention se déroulera en trois temps : après un retour au terrain, j'esquisserai le chemin à parcourir, puis je vous ferai une proposition plus théorique qui peut s'avérer féconde.

L'urgence : bonnes et mauvaises nouvelles

La vie est ainsi faite que lors de ces deux journées, nous avons alterné entre la compassion et l'espérance, la colère et l'enthousiasme, le droit de rêver et le devoir de lutter – comme l'a dit Marie-Anne Delahaut dans sa présentation.

Ce mélange de sentiments, je l'ai éprouvé en lisant la presse ces jours derniers. Je vous livre quelques exemples dans le désordre. Il y a la pleine page du *Monde* consacrée au médecin de Bukavu (RDC) qui réussit, avec ses faibles moyens et malgré les menaces pesant sur sa personne et ses proches, à faire de la chirurgie réparatrice pour des milliers de femmes et de fillettes violées et mutilées (il en a soigné 40.000 en 13 ans). Il y a la présentation d'un récent rapport d'un cabinet de consultants sur l'intégration des femmes dans la vie active, qui place l'Australie en tête, et qui estime que "employer autant de femmes que d'hommes ferait bondir d'1/3 le PIB mondial si l'on y comptabilisait le travail invisible des femmes". Il y a la première nomination d'une femme journaliste à la direction du service sportif de la télévision publique française. Et une nouvelle étape de la lutte contre le viol qui s'est insérée dans un ensemble médiatique convergent : un manifeste dans la presse magazine, un guide distribué dans les écoles primaires, une émission télévisée en prime time sur laquelle s'est greffée une plateforme web de témoignages (600 messages ont été postés dès le premier jour de sa mise en ligne). J'ajoute quelques chiffres issus du dernier rapport de l'enjeu 11 du Millenium Project : on y apprend que le Rwanda est le

seul pays à compter un Parlement à majorité féminine et que, parmi les femmes les plus riches du monde, 20% sont des Chinoise de Chine ! Il y a là de quoi à la fois s'inquiéter et se réjouir...

La route est encore longue vers l'autonomisation du plus grand nombre de femmes et leur pleine participation aux choix de société qui concernent l'humanité tout entière. Mais votre présence ici, et nos échanges, qui confortent et développent régulièrement la communauté Millennia2015 avec le soutien d'institutions prestigieuses et de sponsors concernés, apportent la preuve que, avec le bénéfice d'une vision partagée, des strates d'action diversifiées peuvent trouver leur cohérence et viser l'efficacité à différents niveaux. Nous l'avons constaté en approfondissant deux questionnements : le combat contre les stéréotypes (dans le forum animé par le professeur Gordon) et pour la dignité; l'empowerment au quotidien (pour la santé, dans le forum animé par Véronique Thouvenot et Kristie Holmes, pour l'éducation, pour l'égalité économique, sociale et politique, comme en ont témoigné l'ensemble des participant-e-s).

Tracer un chemin

Certes les conditions des femmes sont plurielles, mais l'un des enjeux de Millennia2015 consiste bien à construire des ponts (l'image était présente dans les slides de Philippe Destatte !) entre le Nord et le Sud, le local et le global, la vie de famille et la vie publique, les genres et les générations.

Autre fait marquant : à maintes reprises dans nos débats il a été fait mention du rôle facilitateur, sinon structurant, des technologies de l'information et de la communication pour acheminer l'information, créer le lien, favoriser la réciprocité. Toute une chaîne d'initiatives et de responsabilités est ainsi mise en avant dans ces différents domaines, où chacune et chacun, quels que soient son rang social ou ses compétences, peut trouver sa place. Même si les moyens sont limités : là où il n'y a pas d'internet, on peut s'appuyer sur les radios rurales; là où existe la barrière des langues, on construit des plateformes de traduction automatique; là où la liberté d'expression est entravée, on utilise des astuces informatiques pour contourner la censure; là où les pesanteurs des traditions confrontent les femmes au plafond de verre, dans les entreprises ou les universités scientifiques, on peut ajouter aux actions de sensibilisation des prescriptions en matière de quotas. Car les femmes ne sont pas les dernières à innover et à s'investir dans la construction d'une société plus juste, plus paisible et plus heureuse, bien au contraire.

Il a été mentionné les initiatives de théâtre de rue et de village, des jeux de rôle où la parole se libère; et j'évoquerai également les expériences menées dans des formations d'adolescents, en France et au Québec pour les exemples que je connais : l'utilisation pédagogique des serious games pour l'apprentissage de la prise de parole citoyenne et l'initiation au développement durable met à mal bien des idées reçues sur les moindres capacités des femmes et leur soi-disant désintérêt de la chose publique.

En effet, l'autonomisation intellectuelle, financière et sociale des femmes est la condition de leur réussite, mais celle-ci ne sera complète que rapportée au bénéfice collectif. Alors si vous me dites, il faut multiplier le nombre de femmes chefs d'Etat, chefs d'entreprise, Prix Nobel, que sais-je encore – je suis d'accord, mais le plus important demeure de leur offrir à toutes les possibilités du CHOIX (dans leur vie affective, leur engagement, leur métier) et la RECONNAISSANCE de leurs talents et énergies.

Ces avènements possibles peuvent émerger dans des environnements aussi multiples que divers. Mais quels que soient les pays, les instances, les enjeux, la question qui se pose en dernière instance est, de mon point de vue, celle du poids sur la DECISION - pour passer de l'intention à l'action, de la pratique qui récuse l'ordre existant à la politique qui assume le changement et à la loi qui le garantit : comment procéder ?

A ce stade je vous propose d'aborder une notion qui connaît depuis quelques années une sorte de revival bienvenu, c'est celle des "biens communs". Saviez-vous que c'est pour ses travaux sur la gouvernance des biens communs qu'Elinor Ostrom, une chercheuse américaine, a reçu en 2009 (3 ans avant sa mort) le prix Nobel d'économie ?

La notion de biens communs

Pour faire simple, je m'appuie sur la communication de deux chercheurs belges, Tom Dedeurwaerdere et Isabelle Cassiers (UCL-FNRS), prononcée lors d'un colloque tenu à Bruxelles en mars 2012. Ils se sont demandé si les biens communs peuvent permettre de réinventer la prospérité.

Cet objectif est différent du nôtre, et pourtant ... Si la notion est issue de la science économique, son origine et son emploi renouvelé dans les sciences sociales en général, et les domaines associés de l'écologie et la société numérique en particulier, méritent réflexion. Et plus encore si l'on ajoute que les spécialistes du droit comparé et des relations internationales parlent aujourd'hui de "bien commun mondial" pour qualifier la biosphère, le climat, l'accès à l'internet et également la santé et l'éducation.

En quoi cela consiste-t-il ?

Je cite : "Les biens communs peuvent être des biens matériels ou immatériels ou encore des services qui mobilisent une action collective dans un objectif d'intérêt commun souvent associé à la sustainability (durabilité) au sens large : le respect des limites écologiques et la justice sociale. Ils incorporent pour la plupart l'idée d'une construction simultanée d'un bien et d'une communauté. Leur mode de production et/ou de gestion les distingue des biens privés (produits pour l'intérêt personnel ou celui du marché) comme des biens publics (produits et/ou gérés par les pouvoirs publics au nom de l'intérêt général)."

Plus fondamentalement, le concept de bien(s) commun(s) invite à dépasser la définition économique de ce qu'est un "bien" pour questionner notre sens philosophique DU "bien" et de la "vie en commun".

Ces trente dernières années, une logique de privatisation et de profit individuel s'est étendue à la plupart des dimensions de la vie. Mais des questions de plus en plus nombreuses et urgentes sont apparues ... et de nombreuses pratiques collectives ont émergé, renouant avec des pratiques anciennes provisoirement délaissées par la logique du marché triomphant. Ces pratiques ne peuvent être rangées ni dans la catégorie de l'activité marchande, ni dans celle de l'action publique classique, ce qui ne les empêche pas d'interférer avec l'une ou l'autre ... Elles sont vraisemblablement porteuses d'une forme d'innovation sociale susceptible de répondre aux défis du XXIème siècle.

Comme l'autonomisation des femmes est une question transversale, les divers types de biens que l'on veut bien considérer comme communs (urbains, environnementaux, économiques, génétiques, de connaissance, etc.) sont concernés. Cette vision peut permettre de redéfinir ce qu'est la prospérité, pour nos auteurs, mais aussi, il me semble, la justice et le bonheur. Parce qu'ils mettent en application "des principes fondamentaux : accent sur la soutenabilité des projets, insistance sur le lien social et la qualité de vie, expériences participatives et apprentissage de l'action collective, mobilisation de formes d'action politique hybrides qui impliquent à la fois les pouvoirs publics, les communautés et les réseaux citoyens."

En ce sens, et si étrange que cela puisse paraître à première vue, le projet d'autonomisation des femmes me semble pouvoir relever de la logique des "biens communs", matériels comme immatériels. Ce n'est pas une fantaisie théorique, ni un nouveau slogan à la mode : c'est un horizon, qui peut fournir des pistes d'action.

Dans notre monde complexe, quatre champs normatifs coexistent, qui sont autant de domaines pour agir :

La loi et les politiques publiques

Pour activer les droits formels des femmes là où ils sont bafoués ou lacunaires; pour mener des politiques publiques équitables; pour accroître leur participation aux processus de décision (et ce, à tous les niveaux, du village aux Organisations internationales); pour exercer des sanctions si besoin.

Le marché

Pour empêcher qu'il ne se soustraie à l'éthique, pour accroître la transparence, la responsabilité, la notion de profit pour la collectivité.

Les comportements d'usage

Pour donner un sens plus large à la notion de production de richesses, matérielles ou immatérielles; pour intégrer l'apport des femmes et combattre les stéréotypes dans leur tête comme dans celle des hommes; pour inventer les voies d'un rééquilibrage entre carrière et famille.

La maîtrise des TIC

Pour encourager les jeunes filles à intégrer les formations scientifiques et techniques, à utiliser à plein la logique des réseaux (dont la nature technique est orientée pro-échange et anti-hiérarchie), à s'investir dans la promotion d'applications créatives et d'équipements ouverts, et aussi dans la discussion publique concernant le rôle et le mangement des technologies.

Nous exprimons ainsi une double ambition :

- celle d'une démarche critique, exploratoire, au plus près du terrain qui mesure les progrès et les obstacles qui demeurent ;
- celle d'une approche constructive, visionnaire, fondée sur une logique d'action plus qu'une logique d'interpellation.

Cette ambition implique d'associer les hommes et les femmes et de rechercher l'implication des jeunes générations. Pour la stratégie de Millennia2015, elle invite à renforcer la création de groupes internationaux sur des thématiques proches, en développant en amont l'effort de veille et de benchmarking et, en aval, un processus d'évaluation participatif sur lequel la plateforme du programme permettra de communiquer largement et en toute transparence.



An action plan for women's empowerment

International conference organized by The Destree Institute and the Millennium2025 Foundation, PUF with the patronage of the UNESCO at its headquarters in Paris

Monday 3 and Tuesday 4 December 2012

Overall conclusion of the 2nd Millennium2015 international conference

Françoise Massit-Folléa, president of the Millennium2015 Scientific Committee
(Draft)

My commitment for Millennium2015 is based on a professional experience as well as on personal convictions that bring me to two observations. Firstly, there is a strong contradiction between the sense of EMERGENCY facing the current situation of women all over the world and the now well-known preoccupation of SUSTAINABLE DEVELOPMENT that has replaced our old notion of "progress". Secondly the development of digital - which contributes to reduce strenuous activities, heavy equipments or hierarchical exchanges - in all fields of human activity is a great opportunity for women. They should take advantage of it for their access to knowledge, to production and to acknowledgement. In such a context, values that are known as "feminine" are neither safe havens nor alibi values, they are values of the future. Millennium2015 results show that this future is in progress with regard to knowledge, will and power, as well said by Mireille Delmas-Marty.

That's why, once we know the issues, we plan to focus on OPPORTUNITIES that will merge from communities based on information, solidarity and confidence. Thus, more and more women - and men - will take advantage of those opportunities to gain much visibility, more mediation and concrete actions capacities.

I will make a conclusion in three points: firstly a balance of the situation, then I will expose the path to follow and I will propose a more theoretical suggestion that can be fruitful.

Emergency: bad news, good news

During those two days, we have alternated compassion and hope, anger and enthusiasm, the right of dreaming and the duty of struggling - as Marie-Anne Delahaut said in her presentation.

I experienced all these feelings when I read the newspapers these last few days. I give you some examples:

- A page from the French newspaper *Le Monde* is dedicated to a physician from Bukavu (DRC). Despite of threats on his family and himself and with limited resources, he succeeds in doing reconstructive surgery for thousands of women and young girls who have been raped and mutilated (he treated 40,000 of them in 13 years);
- Another point: A consulting firm has published a recent report about the incorporation of women into working life. It shows that Australia is at the first place. It also explains that "hiring as many women as men could increase the global GDP by one-third if the invisible work of women was counted up";
- For the first time, a woman has been nominated as director of the Sport department of a French public television;
- A new converging phase of the struggle against rape has emerged in the media sphere: publication of a manifesto in a magazine, distribution of a guide in primary schools, broadcasting of a prime time TV show that includes a web platform of testimonies (600 messages have been posted on the first day of its launch).
- And I want to give some figures from the last report of the 11th issue of the Millennium Project: we learn that Rwanda is the only country with a Parliament that counts a majority of women. Besides among the richest women of the world, 20% are Chinese women of China! We must both be worried and be glad of that...

There is still a long way to go towards empowerment of the greater number of women as well as towards their full participation to societal choices that affect all the humanity. However your presence here and our debates - that strengthen and contribute to the development of the Millennia2015 community, with the support of prestigious institutions and concerned partners - prove that thanks to the benefice of a common and shared vision, diversified layers of action can be coherent and ensure efficiency at different levels. We noticed it when we dealt with two issues in depth: struggle against stereotypes (during the forum moderated by the professor Gordon) and for dignity; continuous empowerment (for health, during the forum moderated by Véronique Thouvenot and Kristie Holmes but also for education, economic, social and political equality as all the participants declared during the sessions).

Charting a path

Of course, women's conditions are plural but one of Millennia2015 issues is about building bridges (the image was in Philippe Destatte's slides) between North and South, local and global, private life and public life, gender and generations.

I noted another important point: during our debates, we spoke several times about the facilitator or at least structuring role of ICTs to spread information, to create links or to encourage reciprocity. A huge chain of initiatives and responsibilities is pointed out in those different fields in which, every one, men and women, whatever their social positions or their skills, can find his/her place. Even when resources are limited: if there is no internet, one can listen to rural radio, when one meets language barriers, platform of automatic translation can be created, when freedom of expression is restricted, IT tips can be used to get round censorship; if women are facing glass ceiling in companies or universities because of the weight of traditions, obligations of quotas can be added to awareness campaigns. Because women are not the last ones to innovate and invest for the construction of a fairer, more peaceful and happier society, it is even quite the contrary.

We talked about initiatives of street and village theatres or role playing where speaking is easier. I also must speak about experiences that have been led in training for teenagers in France and Quebec, as far as I know: the pedagogical use of serious games for citizen participation to public debate and for education to sustainable development undermines the common misconception related to so called women's lower capacity and disinterest for public affairs.

Indeed, intellectual, financial and social empowerment of women is the condition for their success but this will be an unqualified success only if it is related to the collective benefit. So if you say me that the numbers women head of State, head of companies, Nobel prizes, etc must increase I agree but the most important is to give to all of them the possibilities of CHOICES (for their personal life, their commitment or their profession) and the RECOGNITION of their talents and their energies.

Those possible futures can emerge in environments as diverse as multiple. But whatever the country, the authorities, the issues, I think that the ultimate question is about the weight upon the DECISION – to move from intention towards action, from practice which reject the existing order to politics that assume change and to law that guarantee it: how to proceed?

At this stage, I suggest to speak about a notion that reappears since a few years: the "common good". Did you know that Elinor Ostrom, an American researcher, received the Nobel Prize in Economics in 2009 (3 years before her death) for her research on the governance of the common good?

The notion of common goods

To put it simply, I rely on statement of two Belgian researchers, Tom Dedeurwaerdere and Isabelle Cassiers (UCL-FNRS). They presented it during a conference that took place in Brussels in March 2012. They wondered whether the common goods could help reinventing prosperity.

That goal is different from ours but nevertheless...If this notion comes from economics, its origin and its renewed use in humanities and areas linked to ecology and digital society merit consideration. And it's even more important

when we know that nowadays specialists of Comparative Law and international relations speak about common good to qualify biosphere, climate, access to internet as well as health and education.

What is it about?

I quote: "Common goods can be material or immaterial goods or services that mobilize a collective action with the aim of common interest linked with wider sustainability: respect of ecological limits and social justice. For most of them, they include the idea of building both a good and a community. Their mode of production and/or management differs them from private goods (they are produced for the personal and market interest) and from public goods (produced and /or managed by public authorities in the name of the general interest). "

More fundamentally, the concept of common goods leads to going over the economic definition of what is a "good" (property) in order to question our philosophical sense of "good" and of "life in society".

These last 30 years, a logic of privatization and of individual profit has been extending to almost all spheres of life. But more and more urgent issues and collective practices are emerging. They revive old practices that were stripped provisionally away by the logic of triumphant market. Those practices can neither be classified in the category of market activity nor in the one of classic public action. This does not prevent them from overlapping one another...They seem to be bearers of a new form of social innovation that could meet the 21st century's challenges.

Given that women's empowerment is a transverse issue, all goods that can be considered as common (urban, environmental, genetical, related to knowledge, etc) are affected. That vision can help redefining prosperity as well as justice. They put into application fundamental principles: emphasis on the durability of the project, insistence on social link and quality of life, participative experiences and learning of the collective action, mobilization of some kind of hybrid political action that involve public authorities, communities and citizen networks at the same time.

In that sense and even if it can at first seem to be strange, I think that the women's empowerment project can be part of the logic of "common good", material as immaterial. This is not a theoretical fancy or a new trendy slogan: this is a horizon that can lead to solutions for action.

In our complex world, four normative domains coexist; they are domains where action is needed:

Law and public policies

To activate formal rights of women where they are denied or missing; to lead fair public policies; to increase their participation to decision-making positions (at all levels from villages to international organizations): to impose sanctions when needed.

Market

To prevent it from drawing back from ethics, to improve the transparency, the responsibility, the notion of profit for the community.

General behaviours

To provide a wider meaning to the notion of production of wealth, material or immaterial; to add women's input and to struggle against stereotypes they have and that men have in mind; to create the path to rebalance career and family.

Mastering ITC

To incite young girls to invest into techniques and sciences curricula, to really use networks (whom technical nature is for exchanges and against hierarchy), to invest into the promotion of creative applications and open equipments, as well as in the public debate concerning the role and management of technologies.



As a result, we express a double ambition:

- the one of a critical and exploratory approach closest to the field, that measures progress and obstacles;
- the one of a constructive and visionary approach based on a logic of action rather than a logic of questioning.

That ambition involves engaging both men and women, and inciting young generations to get involved. The strategy of Millennia2015 invites to strengthen the creation of international working groups on specific topics. It can be done by developing upstream strategic surveillance and benchmarking and, downstream, a process of participative assessment on which the platform of the program will help developing a broad and transparent communication.